

nistre de s'armer de résolution et de se déclarer hardiment en faveur de la réintégration des anciens combattants. Le premier ministre, qui a lui-même administré ce ministère, est peut-être plus porté à en reconnaître les besoins que certains ministres moins au courant de la question ouvrière. Le ministre devrait donc pouvoir compter sur l'appui de son chef en réclamant que l'on réserve chaque année d'importants crédits jusqu'à la fin de la guerre, afin que le ministère qui a pour mission de voir à ce que tout homme qui veut travailler ait un emploi soit en mesure d'accomplir ce premier de ses devoirs. Si on le fait aux Etats-Unis, nous le pouvons également. Ce n'est pas les moyens qui manquent.

Après mon dernier voyage en Allemagne, voyage qui m'avait fermement convaincu de l'approche de la guerre, j'ai multiplié mes voyages au Canada si bien qu'aujourd'hui je crois avoir parcouru la majeure partie du Dominion au sud du parallèle 58 et une bonne partie du pays situé entre les parallèles 58 et 63. Je sais donc qu'aucun autre pays ne dispose de ressources comparables aux nôtres, ressources toutes prêtes à être exploitées. Il faut les développer pour maintenir au travail les ouvriers qui, une fois payés, savent mettre leur argent en circulation.

Je n'ai jamais pu comprendre pourquoi le gouvernement ne procure pas du travail à l'ouvrier. Je me rappelle qu'il y a plusieurs années, le régime précédent a déposé un bill affectant \$20,000,000 au soulagement du chômage. C'était un chiffre insignifiant. Si le Gouvernement avait déposé un projet de loi visant à dépenser \$100,000,000, la Chambre l'aurait voté tout aussi volontiers que l'autre montant et on aurait ainsi inauguré un programme de rétablissement susceptible de prévenir la crise. Je le dis au ministre, qu'il agisse de la sorte et qu'il demande des sommes considérables. Cela peut contribuer à maintenir son parti au pouvoir pendant des années. Peu m'importe d'être de ce côté-ci de la Chambre ou de l'autre. Mais dès ma jeunesse je me suis toujours préoccupé d'assurer de l'emploi aux ouvriers, et j'ai trouvé ou aidé à trouver du travail à bon nombre d'entre eux. Il n'y a rien de réconfortant comme de pouvoir rendre un tel service. Notre principale tâche consiste à alimenter le marché de la main-d'œuvre. Il importe peu que nous siégions avec le parti ministériel ou avec l'opposition; ce qui importe c'est qu'ouvriers et ouvrières puissent obtenir des heures de travail et un salaire raisonnables, afin de pouvoir subvenir aux besoins de leurs familles.

Pendant la dernière guerre les nations d'Europe, les Etats-Unis et nous-mêmes, nous

avons dépensé des milliards pour nous entre-égorgier et détruire les trésors accumulés au cours des siècles. Songeons combien peu il faut au Gouvernement pour tenir l'ouvrier au travail. Il vaut mille fois mieux les tenir au travail que de voter des millions de dollars pour les envoyer à la mort.

En terminant, j'exhorte le ministre à adopter une attitude ferme lorsqu'il s'agit de procurer de l'emploi aux ouvriers. L'industrie peut aider, mais elle ne peut pas les absorber tous, et c'est au gouvernement qu'il incombe d'exécuter des entreprises et il y en a beaucoup à exécuter au pays. Si les Etats-Unis peuvent affecter 550 millions à la construction de centrales électriques, rien ne nous force à rester inactifs. J'ai vu, l'été dernier, les excellentes sources d'énergie que renferment la rivière des Esclaves et la rivière de la Paix et qui pourraient donner un rendement d'un million de chevaux-vapeur. Or, si nous pouvons fournir le courant, nous pouvons tout aussi bien inviter l'industrie à l'utiliser.

Le ministre des Pensions et de la Santé nationale (M. Mackenzie) songe sans doute, pour la réintégration de plusieurs anciens combattants dans l'agriculture, à la région qui s'étend au nord de la rivière de la Paix, mais nous ne devons pas répéter les méprises d'il y a trente ou quarante ans. Il ne faudra pas envoyer des colons à 70 milles de la voie ferrée. Certains défricheurs du nord de la rivière de la Paix m'ont dit qu'ils avaient attendu pendant 35 ou 40 ans des moyens de transport qu'on ne leur a jamais procurés et qu'ils avaient dû transporter leurs céréales en camion ou en charrette; dans un endroit appelé Notikewin, ils étaient à 70 milles du chemin de fer. Les occasions ne manquent pas de donner de l'emploi à des milliers d'hommes.

Je voudrais que le ministre constitue un comité. Je n'hésiterais pas à donner mes services gratuitement à un comité de recherche qui s'appliquerait à trouver de nouveaux champs d'embauchage. Il ne faut rien négliger pour garder les usines de munitions au travail. Mais il devrait y avoir une infinité de choses à faire après la guerre. C'est pourquoi je demande la création d'un comité ou d'une commission de recherche pour étudier les moyens de tenir en activité des usines qui, dans le cours ordinaire des choses, devraient fermer leurs portes à la fin du conflit et congédier leur main-d'œuvre. Nous devons voir à en perpétuer le fonctionnement de manière à procurer aux ouvriers l'avantage de fabriquer différentes denrées de consommation, si tant est qu'il reste de l'argent pour les acheter. Il n'y a rien comme glisser des